Un an plus tard, nous sommes toujours aveugles



VINCENT LABORDERIE

Politologue à l'UCLouvain etour à la case départ. Il y a presque un an jour pour jour, j'écrivais ma première chronique pour L'Écho. Elle traitait déjà du confinement et anticipait bien des choses sur ce phénomène singulier. Mais, même avec beaucoup d'imagination, jamais je n'aurais cru qu'un an plus tard nous en serions toujours au même point, dans une répétition pathétique de l'histoire.

Rétrospectivement, il est proprement renversant de voir à quel point nous n'avons pas évolué dans la manière de gérer cette épidémie.

Ainsi, un an plus tard, nous sommes toujours aveugles. Nous n'avons jamais mesuré quelles sont les activités provoquant le plus de contaminations et celles dont, par conséquent, il faut privilégier la réouverture. Nous avions pourtant tous les moyens techniques à notre disposition pour cela.

Une fois les tests disponibles en suffisance, un testing systématique permet d'avoir ces informations cruciales. Un an plus tard, nous en sommes encore à utiliser presqu'exclusivement des tests PCR, alors que les autres pays européens font depuis longtemps usage des tests rapides, antigéniques ou salivaires, parfaits pour repérer et donc isoler rapidement. Mais nous faisons comme si nous étions encore en mars 2020, aveugles, impuissants et en pénurie de tout. Dans ces conditions, un seul recours: le confinement.

Interdire plutôt qu'éduquer

Un an plus tard, nous en sommes toujours à privilégier la diminution du nombre de contacts sociaux, sans faire la différence entre les contacts sécurisés (avec masques ou en extérieur) et à risque. On préfère toujours interdire plutôt qu'éduquer. On ne fait toujours pas la différence non plus entre les contacts pour les personnes à risques et celles qui ne le sont pas. On ne prend pas davantage en compte le fait que le besoin de socialisation n'est pas le même selon les situations.

Ainsi, que l'on soit jeune ou à risque, la bulle de un s'impose. Résultat: les jeunes dépriment ou ne respectent plus les règles, alors que les personnes âgées n'ont ni suivi ni conseil particulier pour sécuriser leurs contacts. Aucun protocole n'est établi pour qui veut rendre visite à des parents âgés. Le masque FFP2 est-il utile? Un test préalable a-t-il du sens? Autant de questions qui



On mesure mal à quel point ce mini-lockdown représente l'échec total de la politique du confinement prolongé. © KRISTOF VADINO

demeurent sans réponse pour l'immense majorité de la population. On en reste à ce mot d'ordre aussi global qu'irréaliste pour des êtres sociaux: il faut réduire les contacts

La connaissance de la Covid-19 et de ses modes de transmission a pourtant bien évolué depuis un an. Une chose que l'on sait désormais est que l'on ne se contamine pas en extérieur, sinon de manière totalement marginale.

Ainsi, une politique qui suivrait les connaissances scientifiques établies s'empresserait d'ouvrir les terrasses et de faire la promotion des activités en plein air. Mais le «plan plein air», est repoussé aux calendes grecques alors que les activités en extérieur sont le meilleur moyen d'avoir des contacts sociaux à moindre risque. Mais on est, depuis un an, resté dans un mode de raisonnement qui considère que si l'on interdit une activité,

les contacts et donc les contaminations liées à celle-ci disparaissent.

Lassitude et ignorance

C'est oublier que les besoins de contacts, eux, ne disparaissent pas, et qu'une activité interdite conduit à en avoir une autre, potentiellement plus à risque. Ainsi, fermer les écoles va directement conduire des enfants vers leurs grands-parents. De même rouvrir les terrasses permet d'éviter les réunions sauvages en extérieur ou les rassemblements privés en milieu clos, facteurs de contamination.

Cette incapacité à anticiper les réactions des individus un an après le premier confinement est proprement incroyable. Mais il faut constater qu'il n'y a toujours aucun sociologue au GEMS (Groupe d'Experts de stratégie de crise pour le Covid-19), et que les seuls psychologues qui semblent écoutés sont ceux qui

Nous arrivons à cette situation absurde où l'on reconfine sans avoir déconfiné.

expliquent que c'est la réouverture des coiffeurs qui a miné le moral des Belges.

Mais il y a une chose qui a bien changé depuis un an: l'adhésion et le suivi par la population des mesures prises. Nous sommes aujourd'hui au bord de la rupture, voire au-delà pour beaucoup. Le risque n'est peut-être pas une explosion ou de grandes manifestations. Il s'agit bien plus d'une lassitude, se traduisant par une ignorance parfois affichée des mesures imposées. Dès lors, quelle est l'utilité d'en prendre de nouvelles?

On mesure mal à quel point ce mini-lockdown représente l'échec total de la politique du confinement prolongé, appliquée une fois la deuxième vague passée. Pour mémoire, celle-ci s'est terminée il y a quatre mois mais, depuis lors, les assouplissements réalisés ont été très marginaux. Une telle politique est en contradiction directe avec les préconisations de l'OMS, qui considère que le confinement ne doit être utilisé que le temps de mettre en place des mesures de lutte contre l'épidémie, et notamment une capacité à détecter, tester et isoler les cas positifs. Qu'avons-nous mis en place depuis quatre mois? Rien.

Chez nos voisins luxembourgeois...

Rappelons aussi que l'objectif de ce confinement sans fin était d'éviter une troisième vague. Par prudence, on ne rouvrait rien. On a laissé mourir le secteur culturel et l'horeca. Et aujourd'hui la troisième vague est, parait-il, tout de même arrivée. Nous arrivons donc à cette situation absurde où l'on reconfine sans avoir déconfiné. Cet échec se double d'un autre: celui de la perte d'adhésion, conséquence de ce confinement sans fin. Le GEMS nous a emmenés jusqu'au bout de sa logique: dans le mur, sans boussole et avec le fol espoir que ce confinement ne durera pas trop longtemps.

Ces constats effectués, que reste-t-il à faire? Bien des choses en réalité. Au point qu'on ne sait par où commencer. Mais le plus simple consiste à s'intéresser aux exemples étrangers qui fonctionnent. Au Luxembourg par exemple, les terrasses rouvriront le 7 avril. Le résultat d'une politique basée sur la science et un testing de masse. Mais il semble qu'aucun expert du GEMS n'a jamais eu la curiosité d'aller voir ce qui se passait chez nos voisins luxembourgeois.